

Le mouvement de protestation de 1908 contre les corvées et les impôts au Centre Vietnam

Nguyễn Thê Anh
Ecole Pratique des Hautes Etudes
Sciences Historiques et Philologiques

Tout au long de la période coloniale, les campagnes des pays de l'Asie du Sud-Est furent à diverses reprises secouées par des explosions de révolte, symptomatiques de la détérioration du bien-être économique de la paysannerie, dont l'appauvrissement et la dépendance résultaient largement du système d'exploitation économique mis en place par les différents régimes coloniaux. Certains auteurs tendent ainsi à présenter la paysannerie comme un ensemble homogène victime de la colonisation. Ils soulignent d'autre part le fait que le monde rural était encore marqué par ce que Harry Benda qualifie d'«exaspérations croissantes»¹ : toute une série de règlements administratifs systématiques, de contraintes financières sous la forme d'impôts et de rentes foncières, de réquisitions de main-d'œuvre pour des projets soi-disant d'intérêt général, élargit en effet le fossé entre l'administration et la paysannerie, à laquelle la motivation et l'utilité de ces exigences échappaient le plus souvent. Les paysans jugeaient non seulement ces formes d'exploitation moins légitimes et moins conformes aux traditions d'exaction raisonnable que les anciens tributs auxquels ils étaient assujettis, ils trouvaient aussi qu'elles s'additionnèrent souvent aux charges préexistantes, au lieu de les remplacer. Les fonctionnaires indigènes avaient peut-être une meilleure connaissance que les administrateurs européens du fardeau imposé par ces pratiques, mais le fossé culturel et intellectuel qui allait s'élargissant entre l'administration et les campagnes brouillait considérablement leur vision. Il s'ensuit que très souvent ils ne se rendaient vraiment pas compte de ce qu'ils demandèrent aux paysans d'accomplir.

Insistant sur la précarité chronique de la condition paysanne et sur le sentiment de vulnérabilité ressenti par les paysans, James C. Scott soutient que la destruction du contexte institutionnel auquel ceux-ci étaient habitués, et dont la raison d'être était de réduire les risques pour leur subsistance, devait créer des tensions croissantes qui allaient culminer dans leur

¹ Harry J. Benda, *Continuity and change in Southeast Asia*. New Haven, Yale University Press, 1972.

engagement dans des mouvements de protestation². Les conséquences cataclysmiques de l'introduction des relations légales et sociales coloniales qui déchirèrent le tissu social de la communauté rurale menaient de la sorte naturellement vers le révolutionnarisme social. Les révoltes étaient liées à une perte présumée des moyens de subsistance, de la sécurité et du bien-être subie par la paysannerie au cours des changements accompagnant la colonisation. La violence à laquelle les paysans eurent recours reflétait leur réaction défensive contre le capitalisme, tout autant que des efforts désespérés soit pour restaurer les structures pré-capitalistes assurant leur bien-être, soit pour préserver les arrangements socioéconomiques qui avaient été agressés. Car, qu'ils les conceptualisent en termes de coopération de groupe³ ou comme découlant d'initiatives rationnelles individuelles⁴, les différents auteurs qui se sont essayés à proposer des modèles théoriques du processus révolutionnaire dans les sociétés agraires de l'Asie du Sud-Est estiment que les normes soigneusement définies de l'organisation de la vie du village avaient pour fonction de pourvoir au bien-être social de ses membres. Ils supposent que, par son élasticité et son autosuffisance, l'économie villageoise, même si elle dépassait à peine le niveau de la subsistance, avait fort peu besoin des services d'une autorité centrale. En échange de contributions exigées par lui, l'Etat traditionnel apporta sa protection ainsi qu'une logique métaphysique pour la conduite de la vie, et les structures sociopolitiques qui en découlèrent offraient un système cohérent permettant à l'autonomie villageoise de se maintenir. Or, l'intrusion coloniale vint rompre l'équilibre social structurel qui reposait traditionnellement sur les rapports de réciprocité et de soutien mutuel, provoquant ainsi la disjonction, la dislocation de l'ensemble des normes sociales et des structures économiques équilibrées qui avait permis depuis toujours à la communauté villageoise de subvenir aux besoins de ses membres. Certes, les autorités villageoises étaient légalement renforcées, mais leurs responsabilités économiques vis-à-vis de la communauté se trouvaient affaiblies, à mesure que le régime colonial introduisit des formes et des moyens nouveaux pour consolider l'autorité du gouvernement central, et effectua une pénétration économique qui prélevait des pourcentages toujours plus grands des ressources. Surtout, la continuité de l'Etat et de la société traditionnels était rompue sans être remplacée par un ensemble philosophique ou idéologique de rechange.

² James C. Scott, *The moral economy of the peasant. Rebellion and subsistence in Southeast Asia*. New Haven, Yale University Press, 1976.

³ James C. Scott, *op. cit.*

⁴ Samuel L. Popkin, *The rational peasant. The political economy of rural society in Vietnam*. Berkeley, University of California Press, 1979.

Dans les campagnes, il y eut par suite comme un réflexe de fermeture aux innovations qu'apporta le pouvoir colonial. Le bouleversement des orientations de l'existence, des valeurs et des attitudes, lié à l'ébranlement des structures traditionnelles, provoqua le trouble et le désordre. Perdant leurs repères, les gens avaient tendance à adopter une attitude de réaction envers toute nouveauté. Ils idéalisaient un état social ancien qu'ils se représentaient comme paisible, juste et prospère. D'où la récusation des transformations, parce que toute transformation comportait le risque de mettre en danger les coutumes villageoises. Mais l'attitude de défense de la tradition, c'est-à-dire le conservatisme, devait engendrer une force collective encline au radicalisme. Cependant, le traditionalisme et le conservatisme ne reconnaissaient pas le futur, si bien que chaque changement porteur d'innovation devait être radicalement contré par une réaction agressive de refus. En fait, alors que les élites dirigeantes se formaient du futur une image se tournant davantage vers la modernité occidentale, les idéaux des villageois tendaient vers une direction opposée, vers le rejet absolu des réalisations et des coutumes non villageoises. Confrontés à des exigences inacceptables de la part de l'administration, et doutant de leurs propres gouvernants, les paysans étaient obligés d'avoir recours à différentes formes de résistance, la fuite, le sabotage, la rébellion. Mais ces résistances, bien que de connotation fortement traditionnelle sur le plan idéologique, n'allaient plus faire appel à la direction de l'élite établie, avec laquelle le langage et les techniques de protestation avaient perdu tout rapport. De ce fait, les mouvements de révolte paysanne paraissent devoir être interprétés comme des manifestations de refus du processus de modernisation. Comme exemple de ces mouvements de protestation, on cite souvent celui mené de 1890 à 1907 par Surontiko Samin dans le centre de Java, qui s'entêta à se soustraire au nouvel ordre social et bureaucratique en opposant une farouche résistance aux efforts faits par l'administration hollandaise pour réorganiser la communauté villageoise et transformer la structure fiscale.

*

Il ne semble pas, toutefois, que les démonstrations paysannes contre les impôts et les corvées qui touchèrent en 1908 les provinces du Centre Vietnam puissent être rangées dans le même schéma d'explication, car, tout en étant fort impressionnantes – un auteur contemporain en parlait comme « l'émeute la plus savamment organisée, comme une répétition, une manœuvre d'essai où l'Annam récapitulait ses énergies, recensait ses forces de révolte »⁵ – elles ne s'étaient pas développées d'en bas de manière tout à fait indépendante. Elles furent au contraire encouragées par l'élite dirigeante des lettrés, restés en contact étroit avec la paysan-

⁵ Jean Ajalbert, *Les destinées de l'Indochine. Voyages, Histoire, Colonisation*. Paris, 1909, p. 121.

nerie dont une grande partie d'entre eux étaient issus, et qui ne sauraient demeurer insensibles devant une crise agraire en train de prendre une ampleur exceptionnelle.

Le régime fiscal mis en place progressivement dans la dernière décennie du XIX^e siècle s'était en effet alourdi rapidement, l'administration coloniale visant surtout le double objectif de réduire la dépendance budgétaire de l'Indochine vis-à-vis de la métropole et de s'assurer les moyens financiers nécessaires à l'aménagement de l'infrastructure économique. De nouvelles contributions vinrent s'ajouter aux divers impôts et redevances levés précédemment par le gouvernement royal de Huê : taxes de marchés et de bacs, taxes frappant la consommation du sel et de l'alcool, etc. En particulier, le souci d'apporter un supplément de ressources au budget du protectorat conduisit dès octobre 1897 le gouverneur général Paul Doumer à étendre en Annam le système du rachat des corvées qui avait été réglementé au Tonkin à partir de 1886. L'ordonnance royale du 14 août 1898 remplaça l'ancien système de perception des impôts en nature par la perception en argent, et réforma l'assiette des impôts personnel et foncier : l'impôt personnel et l'impôt des prestations ne devaient plus former qu'une seule taxe de 2,20 piastres (0,20 piastre pour la cote personnelle proprement dite et 2 piastres représentant le rachat obligatoire de vingt journées de corvée, sur les trente journées dues par la population), à laquelle était assujéti tout habitant inscrit valide⁶. Mais le rachat des corvées, perçu comme des « centièmes additionnels », équivalait en fait à une augmentation déguisée de l'impôt personnel.

Cette ordonnance laissa dix journées de corvées à la disposition des villages pour les travaux d'ordre communal. En 1904 intervint néanmoins une transformation : sur ces dix journées, six, facultativement rachetables, seraient destinées à l'exécution des travaux publics d'intérêt provincial, et quatre seulement seraient réservées pour les travaux communaux proprement dits. Puis, une nouvelle aggravation fut introduite par l'arrêté du 31 décembre 1907, qui porta à huit le nombre des journées dues à l'Etat pour l'accomplissement des travaux publics de la province ; sur ces journées, deux étaient obligatoirement rachetables au taux de 0,20 piastre l'une⁷. En plus de la surcharge de la prestation en nature, cette décision devait entraîner une augmentation de l'impôt personnel de 2,20 à 2,60 piastres. Prise fort mal à propos, elle devait allumer un feu qui allait contribuer au déchaînement d'un vaste mouvement de protestation.

⁶ Nguyễn Thê Anh, *Monarchie et fait colonial au Viêt-Nam (1875-1925). Le crépuscule d'un ordre traditionnel*. Paris, L'Harmattan, 1992, note 86, pp. 185-186.

⁷ *Ibid.*, p. 214.

Atteinte directement par des mesures qu'elle jugeait injustifiables, la population rurale ne pouvait que supporter avec impatience un régime administratif et fiscal qui heurtait trop brutalement sa quiétude⁸. Astreinte désormais à s'acquitter en espèces de toutes les taxations, elle était bien malgré elle insérée dans une économie de marché dont elle allait subir toutes les fluctuations. Ne disposant pas de réserve d'argent, force fut aux paysans de vendre leurs récoltes dès la moisson, au moment donc le plus défavorable, afin de faire face aux échéances fiscales. D'autre part, ils étaient obligés d'acheter les piastres indochinoises destinées aux collecteurs d'impôts avec les sapèques qu'ils utilisaient pour leurs transactions quotidiennes. Or, malgré sa dévaluation sur le marché monétaire international, la piastre restait chère sur le marché intérieur, à cause de la rareté de l'argent⁹. Il était ainsi impossible pour la paysannerie d'échapper aux effets conjugués de la conjoncture et de la spéculation. L'endettement rural s'accélérait avec le développement des rapports capitalistes, la paupérisation était par conséquent la tendance générale. La crise agraire se manifestait ainsi par une détérioration rapide de la condition matérielle de la majorité de la paysannerie, tandis que l'économie villageoise traditionnelle se dégradait sous les effets de l'usure, de la concentration des terres, du prélèvement fiscal, de la pénétration d'une économie capitaliste.

Ce déséquilibre socioéconomique consécutif à la consolidation du régime colonial allait naturellement être interprété comme la conséquence directe d'une exploitation fiscale devenue intolérable. L'élite dirigeante traditionnelle des lettrés entendit en effet dénoncer les méfaits de la colonisation à l'égard de la société paysanne, présentée comme la principale victime de la domination française¹⁰. Une thématique anticolonialiste se fit jour, insistant sur le fait que le pays était administré comme si ses habitants ne devaient avoir d'autres rapports avec l'administration que ceux auxquels les astreignaient les charges qu'elle leur imposait, et dénonçant à l'unisson les humiliations imposées aux notables et la misère infligée au peuple. Exploitant le profond mécontentement des paysans, les dirigeants lettrés eurent l'idée de lancer une sorte de mouvement de désobéissance civile ayant pour objet le refus des obligations

⁸ Le mécontentement était d'autant plus grand que le poids de la ponction fiscale se trouvait aggravé par des méthodes de perception fréquemment arbitraires.

⁹ Unité monétaire de l'Indochine, la piastre était une pièce de 27 grammes d'argent. Son poids d'argent lui donnait sa valeur et son taux diminuait en fonction de la baisse du métal argent. Mais sa valeur par rapport à la ligature (600 sapèques) était variable ; elle se changeait généralement à 10 ligatures.

¹⁰ Une partie de cette élite croyait alors à la possibilité d'un compromis avec la colonisation et imaginait que les progrès humains devaient amener à terme une transformation totale du régime colonial. Beaucoup pensaient que la modernisation culturelle, économique et sociale par la diffusion du progrès, par le développement des activités commerciales et industrielles, par la rupture avec les coutumes archaïques, permettrait d'émanciper la société et l'individu du carcan de la tradition confucéenne, et de dynamiser le peuple en lui inculquant une véritable conscience nationale [voir Nguyễn Thê Anh, « L'élite intellectuelle vietnamienne et le fait colonial dans les premières années du XXe siècle », *Revue française d'Histoire d'Outre-Mer*, n° 268 (1985), pp. 291-307].

fiscales. Par des conférences tenues jusque dans les villages les plus reculés, par des pamphlets, des chansons populaires et des affiches, les abus relatifs à la perception des impôts et l'utilisation des corvées, ainsi que les actes de concussion imputés aux mandarins, furent dénoncés¹¹, en termes parfois excessivement violents, de manière à provoquer les colères et les ressentiments du peuple, à déterminer des manifestations de masses, qui devaient toutefois rester calmes et pacifiques¹².

Les effets escomptés de cette propagande ne se firent pas attendre. Le résident de la province de Quang-nam mit le feu aux poudres en décidant le 6 février 1908 d'exiger l'exécution immédiate des journées de corvée dont les habitants étaient redevables, sous prétexte que les travaux d'utilité publique ne devaient pas souffrir de retard. Le 12 mars 1908, quelques centaines d'habitants de la sous-préfecture de Đai-lôc se réunirent devant la résidence pour manifester pour la réduction des impôts. D'autres protestations s'ensuivirent, avec pour théâtre les provinces de Quang-nam, Quang-ngãi, Thua-thiên, et la ville de Huê. Le mouvement revêtait des allures tout à fait paisibles : la violence était exclue de ces démonstrations rassemblant partout, sous la direction des notables, des masses de manifestants sans armes, pour exprimer les réclamations de la population pour la diminution de toutes les catégories d'impôts, la suppression des journées de corvée, et la révocation des mandarins impopulaires¹³. La presse

¹¹ A titre d'exemple, on peut voir la traduction française d'un poème répandu pour fustiger les abus fiscaux et déplorer le triste sort d'une population pressurée, dans notre article « L'élite intellectuelle vietnamienne et le fait colonial... », cité précédemment, p. 295. On peut aussi extraire d'un "Livre de lecture pour le peuple" [*Quốc dân độc bản*] ce passage : « Chez nous, jadis, les impôts personnels, les impôts fonciers, les impôts douaniers ainsi que les taxes perçues au passage des bacs étaient très légers. Depuis que les étrangers gouvernent le pays, ils ont établi d'autres catégories d'impôts. Les grands dignitaires ainsi que les paysans pauvres doivent tous payer les impôts personnels, les taxes au passage des bacs, les douanes, les taxes de marché et les impôts fonciers. Alcool, sel, bambou, opium, tabac, étoffe, soie, médicaments, buffles, bœufs, tout est imposé. Nos compatriotes doivent vendre leurs produits agricoles et leurs maisons pour s'acquitter des impôts. C'est ainsi qu'ils s'appauvrissent. En ces temps difficiles, ils sont à bout de force mais les impôts doivent être payés en une seule fois et les délais de paiement sont très contraignants. Le délai passé, les soldats viennent confisquer les biens. Une amende s'élève à plusieurs centaines de piastres, sans compter les mauvais gestes des mandarins et de leurs agents. Lorsque les mandarins envoient une note au village, même les coqs, les poules et les chiens sont touchés : il faut en effet les abattre pour nourrir les agents de l'administration. Quels crimes ont donc bien pu commettre nos compatriotes pour subir une punition aussi atroce ? », *Van tho Đông Kinh Nghĩa Thục. Prose et poésies du Đông Kinh Nghĩa Thục*. Hanoi, NXB Van Hoa, 1997, p. 257.

¹² Le mouvement semblait partir du Quang-nam : « La propagande [y] était exercée par une société commerciale, dite des 'cheveux coupés', et qui groupait autour d'elle tous les éléments hostiles à notre influence, adeptes du vieux parti annamite, lettrés sans emplois et patriotes nationalistes... Mise nominalement sous la direction du maire de Phú-lâm, elle avait en réalité pour chefs le *phó bang* Phan Chu Trinh, le *tân si* Hùynh Thúc Kháng et le *âm Hâm*, petit chef rebelle soumissionnaire.. C'est surtout dans les régions de Tam-ky et de Thang-bình qu'habitaient ces meneurs, que se produisirent le plus grand nombre d'adhésions. En principe, les sujets traités lors de ces réunions n'avaient rien de subversif ; ils portaient sur l'agriculture et le commerce, mais peu à peu, les orateurs y prenaient un ascendant marqué sur la foule, ascendant qui devait leur permettre quelque temps après de faire accepter par cette dernière leurs conseils et exhortations » (Centre des Archives d'Outre-Mer, *Indochine AF*, carton 9, dossier A 20(57), « Conseil supérieur de l'Indochine. Session ordinaire de 1908. Situation politique, économique et financière de l'Annam »).

¹³ Voir en particulier : David G. Marr, *Vietnamese anticolonialism, 1885-1925*, Berkeley, University of California Press, 1971, pp. 185-193; Nguyễn Thê Anh, "Thu xet lai các nguyên nhân của phong trào kháng thuế miền

qualifia cependant ce mouvement d'«insurrection des cheveux coupés», du fait que les dirigeants avaient fait trancher leur chignon, comme pour marquer par là leur rupture avec les coutumes du passé. Mais l'obéissance des populations rurales au mot d'ordre lancé par les lettrés semblait prouver que l'ascendant moral de ceux-ci était resté intact auprès d'elles.

Quoi qu'il en fût, l'agitation s'étendit rapidement et de façon généralisée, surprenant autant par son intensité que par son apparente spontanéité. A partir de la deuxième semaine du mois d'avril, elle gagna les provinces méridionales du Centre Vietnam. C'est alors seulement qu'elle prit un caractère de rébellion violente, dans le Bình-dinh notamment, où des éléments surexcités s'emparèrent de la direction des opérations et firent dégénérer les manifestations en de véritables émeutes, au cours desquelles des actes de brutalité furent commis¹⁴. De crainte de voir la crise s'aggraver, des troupes furent envoyées dans les régions troublées. La présence de ces troupes permit d'arrêter l'extension du mouvement au Phú-yên, après la capture des meneurs à Nha-trang et à Phan-thiêt vers le milieu du mois de mai.

Les provinces septentrionales du Centre Vietnam entrèrent alors à leur tour en effervescence. Mais, comme des mesures préventives avaient été prises systématiquement à Vinh, au Hà-tinh, au Quang-bình et au Quang-tri dès le début de la propagation de l'agitation, la perturbation ne fut pas aussi intense que dans le sud. Le mouvement s'essouffla du reste, ses instigateurs, qui faisaient l'objet d'une surveillance spéciale, ayant été jetés en prison les uns après les autres. A partir du 15 juin, il était partout en décroissance, sauf au Hà-tinh, ce qui permit aux autorités de faire procéder progressivement au retrait des troupes. Un mois plus tard, l'Administration put estimer que le calme et la tranquillité des habitants de l'Annam ne rendaient plus la situation inquiétante, et faire retirer les dernières compagnies d'infanterie coloniales et de tirailleurs. Tirant alors la conclusion des événements, le gouverneur intérimaire Bonhoure écrivait dans son rapport du 22 juillet 1908 au ministre des Colonies : « Les chefs [de l'agitation] appartiennent tous à l'élite de la société annamite. Anciens mandarins ou lettrés, ils sont pour la plupart originaires de l'Annam, où la vieille tradition littéraire s'est maintenue avec le plus de constance et où l'esprit national a conservé le plus de survivance. Le peuple de l'Annam, aussi, moins en contact avec nos administrateurs que dans les autres pays, a peut-être plus souffert des exactions et des luttes des grands et des petits mandarins

Trung nam 1908" [Réexamen des causes du mouvement contre les impôts de 1908 au Centre Vietnam], *Nghiên Cứu Việt Nam* (Huê), n° 1, 1973, pp. 5-10.

¹⁴ Envoyé sur place, l'inspecteur des Services civils Dufrenil put néanmoins se rendre compte que seuls les fermiers des marchés et certains mandarins furent poursuivis et menacés de mort. Il rapporta que « les habitants en très grand nombre suivaient en tous points le programme qui leur était tracé », que « parmi les chefs de ce mouvement, [il y avait] de véritables fanatiques qui ne demandaient qu'à mourir pour leur cause » (Centre des Archives d'Outre-Mer, *Indochine NF*, carton 50, dossier 598).

que l'Annamite du Tonkin ou de la Cochinchine. Aussi en manifestant contre les mandarins en place, agents de la France, s'est-il laissé conduire par des lettrés ou d'anciens mandarins qu'il n'a pas cessé de considérer comme ses chefs naturels »¹⁵.

Pour expliquer l'extension du mouvement de protestation, les autorités françaises attribuèrent au défaut de prévoyance des mandarins provinciaux, à leur manque d'observation, à leur apathie même, sinon à une demi-complicité chez certains d'entre eux, les hésitations qu'ils avaient mises à l'enrayer. Mais en même temps, elles imputèrent aussi la responsabilité de l'exploitation du mécontentement populaire aux lettrés aigris qui, froissés dans leur orgueil d'être tenus à l'écart des affaires, continuaient à fomenter contre l'administration française une sourde hostilité. Etaient donc considérés comme des provocateurs coupables d'un état d'esprit ayant permis le recrutement aisé d'agents d'exécution ces « intellectuels factieux » qu'étaient « les lettrés, professeurs de caractères, gradés universitaires qui s'étaient faits, par leurs discours et leurs écrits, les promoteurs de l'insubordination contre l'autorité du protectorat ». Les autorités françaises voyaient ainsi dans les manifestations contre les corvées et les impôts l'émergence au grand jour de machinations et d'intrigues menées de longue main et participant d'un plan d'ensemble mis en œuvre pour tenir le protectorat français en échec par la désorganisation systématique de la vie administrative du pays¹⁶. Renforcées dans leur conviction par la découverte dans les derniers jours de juin 1908 d'une tentative d'empoisonnement de la garnison de Hanoi, qu'elles estimaient être le prélude à un mouvement révolutionnaire général, elles se résolurent à exercer une répression aussi prompte que possible. Sommée de seconder effectivement le protectorat dans l'œuvre de reprise en main du pays, l'administration royale de Huê se mit à sévir, parfois avec un zèle excessif, contre les chefs de l'agitation. Plus de quatre cents dossiers furent instruits expéditivement¹⁷. Les condamnations prononcées furent d'une extrême sévérité, les motifs d'inculpation retenus étant les faits de trahison et de conspiration, crimes punis par le code Gia-Long, selon les cas, de décapitation ou de strangulation pour les meneurs. Le sursis fut certes accordé à la majorité des condamnés à mort, mais la plupart des inculpés se virent infliger les travaux forcés pour une période plus ou moins longue, avec internement au pénitencier de Lao-bao dans le Quang-tri, ou déportation à Poulo Condore.

¹⁵ Centre des Archives d'outre-Mer, *Gouvernement général de l'Indochine*, dossier 5886.

¹⁶ Nguyễn Thê Anh, *Monarchie et fait colonial...*, op. cit., p. 216.

¹⁷ Ces jugements ont été traduits et publiés dans Nguyễn Thê Anh, *Phong trào kháng thuế miền Trung nam 1908 qua các Châu ban triều Duy-Tân* [Le mouvement de protestation de 1908 au Centre Vietnam à travers les documents rouges du règne de Duy-Tân]. Saigon, 1973, 187 p.

Cependant, au lendemain de la dure répression qui avait pour ainsi dire décapité le « parti des agitateurs », l'Administration française estimait nécessaire, pour garantir le maintien de l'ordre, le recours constant à des moyens énergiques de préservation et de défense. Le caractère d'un mouvement populaire redoutable qu'avait revêtu l'insurrection des provinces du Centre Vietnam lui fit néanmoins prendre conscience de la persistance d'un mécontentement auquel elle n'aurait pas été elle-même étrangère. C'est pourquoi, dans les instructions remises le 26 août 1908 au nouveau gouverneur général Klobukowski qui allait rejoindre son poste, la recherche des causes de ce mécontentement venait en priorité. Il reste qu'au point de vue historique, l'importance du mouvement de protestation contre les corvées et les impôts réside surtout dans le fait que, pour la première fois, la population rurale avait pu faire la démonstration de sa force en menant une lutte politique non armée sous la forme de manifestations massives pour des revendications concrètes. Toutefois, si ce mouvement avait largement dépassé le caractère d'une simple jacquerie, il n'avait pas réussi à forcer des améliorations immédiates de la condition paysanne. Ce devait être, en tout cas, le dernier mouvement anticolonialiste au Vietnam à faire preuve d'un défaut aussi patent de conception, de direction, et d'organisation.

Abstract

Exposed increasingly to the burden imposed by the colonial regime, the peasants of the central area of Vietnam saw their traditional social patterns deeply disrupted and began to perceive the causes of their economic and political grievances. The unbearable pressure of demands in regard to both tax and corvée was then the most important precipitant of the explosion of a protest movement that swept through the provinces of central Vietnam from March to June 1908. This anti-tax revolt, which nevertheless did not develop spontaneously from below entirely, could thus be considered as an important step forward in the development of a nationalist or nationalist-revolutionary consciousness.

A propos de l'auteur

Ancien Recteur de l'Université de Huê (Vietnam), ancien professeur à l'Université de Saigon, Nguyễn Thê Anh est actuellement directeur d'études à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (Sciences historiques et philologiques), et directeur du Laboratoire Péninsule Indochinoise (EPHE/CNRS). Outre des ouvrages en vietnamien et de nombreuses études en français, anglais et vietnamien, ses publications en France sont : *Bibliographie critique sur les relations entre le Viêt-Nam et l'Occident*, Paris, G.-P. Maisonneuve & Larose, 1967 ; *Le Dai-Viêt et ses voisins*, Paris, L'Harmattan, 1990 ; *Monarchie et fait colonial au Viêt-Nam (1875-1925). Le crépuscule d'un ordre traditionnel*, Paris, L'Harmattan, 1992 ; *Notes sur la culture et la religion en Péninsule indochinoise* (dir. avec Alain Forest), Paris, L'Harmattan, 1995 ; *Guerre et paix en Asie du Sud-Est* (dir. avec Alain Forest), Paris, L'Harmattan, 1998 ; *Commerce et navigation en Asie du Sud-Est, XIVE-XIXe siècles* (dir. avec Yoshiaki Ishizawa), Paris, L'Harmattan, 1999 ; *L'Asie Orientale et Méridionale aux XIXe et XXe siècles* (en collaboration avec Harmut Rotermund, Alain Delissen, François Gipouloux, Claude Markovits), Paris, Presses Universitaires de France (Coll. Nouvelle Clio), 1999.